

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N°741 SEPTEMBRE 2019

COMPRENDRE

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES POPULATIONS PAUVRES EN PREMIÈRE LIGNE

DÉBATTRE

DOIT-ON CONSTRUIRE
DE NOUVELLES PLACES
DE PRISON ?

RÉAGIR

LE PLAN NATIONAL
DE LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ :
UN AN APRÈS



Secours
Catholique
Caritas France

ÉDITORIAL

AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

PAR **SARA LICKEL**, RESPONSABLE DU PLAIDOYER "CHANGEMENTS CLIMATIQUES"



E. PERRIOT / SCOF

“

L'EXPÉRIENCE
NOUS MONTRE
QUE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
DOIT ÊTRE AUSSI
SOCIALE.

”

Partout dans le monde, des millions de jeunes se lèvent pour exiger une réponse politique forte à la crise climatique que nous vivons aujourd'hui. Des mesures sont indispensables pour leur garantir un avenir juste sur une planète saine. Les témoignages présents dans ce numéro de *Résolutions* montrent que les impacts des changements climatiques sont déjà là, bien réels, et qu'ils sont graves. En Haïti, en Inde, au Brésil, en Somalie, mais aussi en France, ce sont les plus pauvres qui subissent en premier lieu les sécheresses, les inondations, la salinisation des terres, les canicules. Ce sont eux qui souffrent de la faim, qui sont contraints de migrer, qui perdent leur logement ou leurs moyens de subsistance. Les changements climatiques sont donc d'abord une injustice.

Ce constat alarmant a été confirmé par de récents rapports scientifiques. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a livré un rapport glaçant en octobre 2018, montrant qu'il est indispensable de contenir le réchauffement global à + 1,5 °C afin que des centaines de millions de personnes ne tombent pas dans la pauvreté extrême. L'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) a rappelé en mai dernier que la nature se dégradait à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine. C'est donc, n'ayons pas peur des mots, notre survie qui est engagée.

Mais des solutions existent, nos partenaires les mettent en œuvre sur le terrain chaque jour au Sud, au sein du réseau du Secours Catholique-Caritas France. Elles passent par la transition agroécologique, par l'adoption d'énergies renouvelables, par la construction d'un autre modèle de société, plus territorialisé, plus résilient, en harmonie avec la nature. Dans ce domaine, les peuples autochtones peuvent et doivent nous inspirer.

L'expérience nous montre que la transition écologique doit être aussi sociale. Aucune mesure permettant de répondre à l'enjeu climatique ne peut être efficace sans prendre en compte la dimension humaine. Cela implique d'accompagner la transition des emplois, de garantir une alimentation saine à toutes et à tous, de lutter contre la précarité énergétique... Ce qui manque aujourd'hui, c'est la volonté politique de répondre à la mesure de l'enjeu. Saisissons-la et faisons de cette transition ce qu'elle est : une bonne nouvelle ! Celle de construire une société plus humaine. Car, comme le dit le pape François dans *Laudato Si* : « *Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre leur dignité aux exclus et simultanément préserver la nature.* » ■

ENQUÊTE

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, CATALYSEURS DE PAUVRETÉ

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

Inondations ou à l'inverse sécheresses – voire les deux alternativement –, montée des eaux et salinisation des terres, catastrophes naturelles accrues : les changements climatiques affectent en premier lieu les populations pauvres des pays en voie de développement. Petits paysans et pêcheurs voient leurs rendements diminuer et souffrent de la faim ou de la soif. Désespérés, ils se disputent les ressources naturelles, ce qui est source de conflits. Conséquence : des millions de personnes migrent pour les villes où elles croupissent dans la misère. Si rien n'est fait, plus de 100 millions de personnes supplémentaires tomberont sous le seuil de pauvreté d'ici 2030, estime la Banque mondiale. Dans quelle mesure les changements climatiques non seulement créent-ils mais aussi amplifient-ils la pauvreté dans le monde ? Comment dès lors lutter contre les dérèglements climatiques tout en éradiquant la pauvreté ?

PHOTO : GAËL KERBAOL / SCCF



COMPRENDRE





ÉLODIE PÉRIOT / SCOF

▲ Pour contrer la montée des océans et éviter que le sel ne dégrade les cultures, Caritas Kaolack construit des barrages anti-sel dans le sud du Sénégal.

Yves n'en croit toujours pas ses yeux. De sa vie d'homme de 59 ans, il n'avait jamais vu la rivière en bas de chez lui à sec en plein mois de mai, traditionnelle saison des pluies. La faute aux changements climatiques qui touchent fortement son pays, Haïti. « *Nous vivons des temps terribles comparés à mon enfance* », explique ce paysan de la région des Palmes. Yves a des difficultés à se nourrir et a dû renoncer à financer des études pour son fils de 28 ans. Un peu plus au nord, sur la côte haïtienne, à Léogâne, c'est le manque de poissons qui inquiète Charles, pêcheur. En cause, la hausse de la température de l'eau, sans doute. Mais aussi la disparition des mangroves, ces espaces boisés naturels où se reproduisent les poissons et qui ont souffert de la pollution et de la coupe du bois. En Haïti comme dans les autres pays dits "du Sud", ce sont

les plus pauvres, ceux dont la vie dépend des ressources naturelles et des récoltes, donc du cycle des saisons, qui sont les plus affectés par les dérèglements climatiques.

Faim et insécurité alimentaire. Ouragans, inondations, sécheresses : tous ces accidents climatiques sont en effet de plus en plus fréquents et totalement imprévisibles. Ainsi en Inde, dans la région de l'Assam, les pluies sont devenues capricieuses et les moussons sont dérégées. « *Il peut y avoir deux jours de pluies intenses et le lendemain un soleil qui tape. Les paysans n'arrivent plus à programmer leurs travaux et cela baisse leur rendement* », déplore Netaji Basumatary de l'ONG¹ IGSSS². Même constat au Sénégal où, l'année passée, une sécheresse de 45 jours en pleine saison des pluies a détruit les cultures de mil et d'arachide dans le sud du pays. Dans cette région côtière, la montée de la mer est aussi un problème : « *Le sel pollue les nappes phréatiques et dégrade les forêts et les cultures, notamment maraîchères* », observe Gilbert Sene, de Caritas Kaolack. Conséquence : la baisse des rendements agricoles a un effet direct sur l'alimentation des populations. En raison des changements climatiques, le Pnud³ estime que 600 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim en 2080. Les paysans voient par ailleurs leurs revenus tirés de la vente des produits agricoles diminuer à vue d'œil. Et la raréfaction des denrées provoque une hausse des prix. Difficile, dans ce cas, de vivre dignement.

Par ailleurs, en cas d'événements climatiques extrêmes, les cultures ne sont pas les seules touchées. Les ouragans peuvent détruire les infrastructures et endommager le matériel agricole. C'est le cas au Bangladesh où « *les pluies diluviennes entraînent des crues soudaines dans la région des Chittagong Hill Tracts. Les rivières débordent, emportent les maisons et ravagent les cultures* », s'alarme Rupna Das, de Caritas Bangladesh. Haïti aussi voit des ouragans de plus en plus fréquents et violents. En 2016, l'ouragan Matthew a tué le mari de Paulette ; vents et boue ont emporté tout son bétail, sa maison et une partie de son terrain.

Il faut dire que la déforestation – la couverture forestière d'Haïti est réduite à moins de 2 % de son territoire – accroît l'érosion des sols, et les pluies intensifiées par les changements climatiques détériorent encore leur qualité.

La santé en danger. « *Les changements climatiques ont plusieurs effets massifs sur la pauvreté à l'échelle de la planète* », analyse Henri Waisman, chercheur à l'Iddri⁴ et co-auteur du rapport du Giec 2018 (voir encadré ci-contre).

“ LES PAYSANS N'ARRIVENT PLUS À PROGRAMMER LEURS TRAVAUX ET CELA BAISSÉ LEUR RENDEMENT. ”

« *Aux impacts sur la subsistance des gens, avec la baisse des rendements et les effets liés à la multiplication des catastrophes, il faut ajouter les impacts sur l'accès à l'eau et sur la santé, qui vont aussi renforcer la pauvreté* », estime-t-il. Selon l'«Atlas mondial de la désertification» de la Commission européenne, les deux tiers de la population mondiale risquent d'être confrontés à un stress hydrique d'ici dix ans. Au Brésil, dans la zone semi-aride, « *les sécheresses sont plus fortes qu'auparavant. Les habitants meurent de faim et de soif. Les Brésiliens de cette zone doivent marcher 36 jours par an pour aller chercher de l'eau* », explique Valquivia Lima, de l'association Asa⁵. L'Organisation mondiale de la santé prévoit 250 000 décès supplémentaires par an entre 2030 et 2050 en raison du stress thermique, de la malnutrition, de la diarrhée et du paludisme, la chaleur favorisant la prolifération des moustiques. En Haïti, le Dr Jean-Arioste Sylvain, du centre de santé de Delatte, constate également une déprime ambiante : « *La santé mentale des Haïtiens est affectée, c'est un souci quotidien de ne pas trouver de quoi manger et un choc de ne pas voir les pluies tomber.* » C'est aussi la conclusion du rapport «Santé mentale et changement climatique» de l'association américaine de psychologie et de l'ONG Eco America : les dérèglements climatiques créent des désordres psychologiques. Les »

💡 ÉCLAIRAGE

UN LONG CHEMIN DE NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES

- 1979** : première conférence mondiale sur le climat à Genève. Les scientifiques expriment leur inquiétude sur les effets à long terme des émissions de CO₂.
- 1988** : création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) chargé du suivi scientifique des processus de réchauffement climatique.
- 1992** : Sommet de la Terre à Rio. Naissance de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de son organe de prise de décision, la Conférence des parties (Cop).
- 1995** : première Cop à Berlin.
- 1997** : adoption du Protocole de Kyoto qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 5,2 % en moyenne d'ici 2012, par rapport au niveau de 1990. Entrée en vigueur en 2005 : seuls 37 pays développés s'y sont engagés.
- 2009** : échec de la Cop 15 à Copenhague. Le texte ne comporte aucun engagement chiffré de réduction des GES et n'est juridiquement pas contraignant.
- 2015** : Cop 21. L'Accord de Paris a pour objectif de contenir la hausse des températures bien en-deçà de 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, et de s'efforcer de la limiter à 1,5 °C.
- 2018** : Cop 24 à Katowice. Les États adoptent le manuel d'application de l'Accord de Paris.

QUE DIT LE RAPPORT 2018 DU GIEC ?

Le réchauffement global atteindrait 1,5 °C, par rapport aux niveaux pré-industriels, entre 2030 et 2052. Et sans adoption de mesures additionnelles, il serait de 3 °C d'ici 2100. Or le Giec démontre que les risques d'événements extrêmes sont plus importants à 2 °C qu'à 1,5 °C. À 2 °C, la montée de la mer atteindra 10 cm de plus qu'à 1,5 °C en 2100, ce qui aura des impacts humains considérables sur les millions de personnes vivant sur les côtes. De même, les impacts sur la biodiversité et les ressources sont moins forts dans un monde à 1,5 °C. Cela évitera à plusieurs centaines de millions de personnes d'être exposées à la pauvreté. Le Giec avertit par ailleurs que si les objectifs de réduction des gaz à effet de serre ne sont pas revus d'ici 2030, il sera trop tard pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.

COMPRENDRE



▲ Le Soudan est frappé par des sécheresses récurrentes. Les éleveurs se disputent les rares points d'eau.

» catastrophes, notamment, peuvent créer des stress post-traumatiques. Or les personnes les plus pauvres n'ont souvent pas les moyens de se soigner et subissent de plein fouet les problèmes de santé.

Un climat plus conflictuel. Les pénuries d'eau : ce phénomène accroît les problèmes de santé et nourrit également les conflits. « Les ressources naturelles comme l'eau ou les pâturages se raréfiant, les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades se disputent de plus en plus. Les changements climatiques alimentent les guerres civiles », analyse Marc Dufumier, professeur agronome honoraire à AgroParisTech. À titre d'exemple, en Somalie, la sécheresse de 2017 a tué au moins 40 % du bétail, provoquant les razzias d'éleveurs en quête d'un nouveau cheptel, ce qui cause des conflits. Mohammed Abdi Sahal est éleveur dans la région de Luuq, dans le sud-ouest de la Somalie : « Les gens se battent pour l'eau qui se fait rare, et j'ai vu des violences entre des clans autrefois pacifiques. J'observe aussi que

les jeunes, désespérés et affamés, rejoignent plus facilement les rangs du groupe terroriste Al Shabab. Ils y voient une solution de survie. » D'après les chercheurs américains Burke et Hsiang, à chaque demi-degré d'augmentation de la température, ce sont 10 à 20 % de risques de conflit armé supplémentaires.

Partir ou mourir. « La seule solution est de partir et de parcourir des centaines de kilomètres, sans rien, à la recherche d'un lieu de vie », témoigne Sahara Muhamed Hudle, Somalienne de la région de Luuq. Chaque année, pas moins de 25 millions de personnes quittent leur habitat en raison des changements climatiques. Ce chiffre pourrait s'élever à 143 millions de personnes

“
**LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
FONT QUE RIEN NE POURRA
ARRÊTER LES MIGRATIONS.**
”

en 2050, soit 3 % de la population du globe, d'après la Banque mondiale. « La migration va devenir le visage humain du changement climatique », écrit Kristalina Georgieva, directrice générale. Ces migrants se déplacent essentiellement à l'intérieur des frontières nationales, et souvent, les ruraux abandonnent leurs campagnes pour se rendre dans des

zones urbaines, où les conditions de vie sont déplorables. Au Bangladesh, Caritas considère que 350 000 personnes quittent chaque année les régions rurales et côtières pour Dhaka, la capitale : « *Elles se retrouvent dans des bidonvilles, dans la misère. Les maladies prolifèrent. Les personnes ont des difficultés à trouver un travail et tombent facilement dans des réseaux de drogue pour pouvoir survivre* », déclare Sebastian Rozario, de Caritas Bangladesh. « *Les villes explosent, et avec la misère les gens vont partir pour d'autres pays, c'est évident* », estime de son côté l'abbé Alphonse Seck, président de Caritas Sénégal. « *Les changements climatiques font que rien ne pourra arrêter la migration.* » Par ailleurs, nombre de grandes villes, notamment en Asie, sont situées sur la côte et sont donc menacées par la montée des eaux. D'ici vingt-cinq ans, 20 % du territoire bangladaï devrait être submergé. Au total on estime que 1,2 milliard de personnes en subiront l'impact dans le monde d'ici 2060. Là aussi, ce sont les plus pauvres qui sont touchés en premier lieu car ils n'ont pas de filets de sécurité.



Un apartheid climatique. Pauvres des villes ou pauvres des campagnes, tous sont fragilisés. « *Et pour eux, c'est une double peine : non seulement ils sont les plus impactés, mais de plus ils ont moins de capacités d'adaptation, par exemple pour construire une digue et contenir la mer* », analyse Henri Waisman, de l'Iddri. « *Nous risquons de voir un scénario d'apartheid climatique où les riches paient pour échapper aux canicules, à la faim et aux conflits, tandis que le reste du monde est* »

FOCUS

LES FEMMES PLUS IMPACTÉES PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Les dérèglements climatiques renforcent les inégalités de genre et appauvrissent encore plus les femmes, note la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans son rapport 2018 sur l'état de la sécurité alimentaire et nutrition-

nelle dans le monde. Ce sont souvent les femmes, en effet, qui sont chargées de nourrir leur famille et qui parcourent des kilomètres pour aller chercher de l'eau. Or, en cas de stress hydrique, de sécheresse ou d'inondations, elles ne parviennent plus à subvenir aux besoins de leur famille, ce qui les fragilise. « *Les dérèglements climatiques sont un fardeau pour les femmes* », analyse Dewy Puspa, de Solidaritas Perempuan, une ONG indonésienne. « *Chez nous, elles enchaînent deux ou trois jobs de travaux domestiques ou de récu-*

pération de déchets pour pallier le manque de rendement de la pêche. Elles sont ainsi plus vulnérables aux violences. » Parfois, la femme se retrouve d'ailleurs seule, le mari ayant "migré" pour chercher d'autres sources de revenu. Enfin, écrit le CESE, le Conseil économique, social et environnemental, dans son avis de 2016 sur la justice climatique, « *elles souffrent des conséquences [des changements climatiques] à plus long terme, en raison de la différence de protection de leurs droits économiques et sociaux par rapport aux hommes* ». ■

COMPRENDRE

» abandonné à ses souffrances », a averti en juin Philip Alston, le rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains. « Il y a de fait une grande injustice », constate Sara Lickel, chargée de plaidoyer international au Secours Catholique. « Les plus pauvres sont les plus frappés par les dérèglements climatiques, alors qu'ils n'en sont pas responsables. » Selon l'ONG Oxfam, les 10 % d'habitants les plus riches de la planète rejettent la moitié du dioxyde de carbone émis dans le monde, tandis que la moitié la plus pauvre est responsable de seulement 1/10^e de ces émissions.

Alors comment répondre à cette injustice en associant la lutte contre la pauvreté et la lutte contre les changements climatiques ? Le Giec lui-même le reconnaît pour la première fois dans son rapport 2018 : il faut des politiques d'adaptation aux changements climatiques qui prennent en compte l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. « On ne peut pas lutter contre les

changements climatiques sans lutter contre la pauvreté et vice-versa », déclare Sara Lickel, du Secours Catholique. « Il faut limiter le réchauffement à 1,5 °C : c'est une question de survie pour des millions de personnes. »

Changer. Pour cela, une seule solution : transformer les systèmes actuels. « Il faut un changement radical de nos modes de consommation et de nos systèmes de production, pour réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre (GES) », estime Adriana Opromolla, chargée de plaidoyer à Caritas Internationalis⁶. Actuellement, le circuit de production du champ à l'assiette (des pesticides en passant par le transport et l'emballage) émet un tiers des GES. Les partenaires du Secours Catholique dans les pays dits "du Sud" appellent donc à une transition des systèmes alimentaires actuels vers un système agroécologique, qui se fonde sur une utilisation optimale des ressources naturelles et sur des savoirs traditionnels⁷.

Des projets sont ainsi menés à travers le monde. À titre d'exemple, Concert'action en Haïti invite les paysans à semer des espèces qui ont peu de besoins en eau (comme les grenadines ou les poivrons) et à faire de l'agroforesterie – planter des arbres dans les cultures – afin de retenir le carbone dans l'humus des sols. La combinaison élevage/cultures peut aider aussi à fertiliser les sols grâce aux excréments du bétail. « L'agroécologie est une solution technique pour produire davantage tout en atténuant les changements climatiques », approuve Marc Dufumier, agronome. « Mais il faudrait parallèlement changer les règles du libre-échange. Car avec l'écart actuel de productivité de 1 à 200 entre le Nord et le Sud, il est illusoire d'aider les paysanneries du Sud à s'adapter aux changements climatiques. » Seul un recours encadré aux circuits courts permettra de garantir la sécurité alimentaire face aux changements climatiques.

Une seule crise. Autre idée soutenue par le réseau Clara⁸ : sécuriser les droits fonciers des peuples autochtones pour préserver des puits de carbone dans les forêts tropicales. À

▼ L'agroforesterie permet de fixer le carbone dans les sols. En Haïti, l'association Concert'action invite les paysans à planter des arbres dans leurs cultures.



CHRISTOPHE HARGOUËS / SCOF



ÉLODIE PERRIOT / SCOF

cause de l'agrobusiness, actuellement, 18 % de l'Amazonie, pourtant le poumon vert de la planète, a déjà disparu. Or « *les peuples autochtones protègent l'environnement et vivent en harmonie avec la nature, ce qui permet la régénération des milieux* », rappelle Luis Ventura Fernandez, du Repam⁹.

Enfin, il faudrait sortir des énergies fossiles combustibles et aller vers 100 % d'énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie). Pour ce faire, le secteur financier doit être incité à se mettre au service de la transition écologique. Dans son rapport "La finance aux citoyens", le Secours Catholique propose de rendre les activités spéculatives moins attractives au profit d'investissements d'intérêt général dans la transition écologique. « *On estime que 6 200 milliards de dollars par an sont nécessaires pour adapter et transformer nos systèmes de production et de consommation. C'est à mettre en perspective avec les 15 000 milliards de dollars d'encours mondial des produits dérivés en valeur brute* », s'insurge Grégoire Niaudet, l'un des auteurs du rapport.

“
**UNE SEULE SOLUTION :
TRANSFORMER
LES SYSTÈMES ACTUELS.**
”

Aux côtés de Caritas Internationalis et du réseau Action climat, le Secours Catholique participe donc chaque année aux négociations climatiques de la Cop afin d'émettre des propositions visant à ne pas dépasser le 1,5 °C d'augmentation de la température tout en respectant les droits humains. Des

propositions de solutions intégrales. Car, pour reprendre les mots du pape François, « *il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre*

sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale ». ■

▲ **Protéger les peuples autochtones, c'est sauver le climat. Comme ici en Bolivie, les communautés indigènes protègent la nature.**

1. Toutes les associations ou ONG citées dans cette enquête sont des partenaires du Secours Catholique-Caritas France.
2. Indo Global Social Service Society.
3. Programme des Nations unies pour le développement.
4. Institut du développement durable et des relations internationales.
5. Réseau brésilien d'associations non-gouvernementales qui a pour nom "Articulation du semi-aride".
6. Organisme qui fédère le réseau mondial des Caritas.
7. Lire à ce sujet la rubrique "Débattre" sur l'agroécologie dans le numéro de mai 2019 de *Résolutions*.
8. Climat, Land, Ambition and Rights Alliance, dont le Secours Catholique est membre.
9. Réseau ecclésial panamazonien.

L'ENTRETIEN

« L'ACTION CLIMATIQUE DOIT ÊTRE PENSÉE AVEC LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT »

Comment lutter contre les changements climatiques pour sauver la planète et éviter que des millions de personnes ne tombent dans la pauvreté ? Comment aider les plus vulnérables à s'adapter ? Entretien avec Valérie Masson-Delmotte, climatologue et co-présidente du groupe de travail n° 1 du Giec.

PROPOS RECUEILLIS PAR **AÏSSATOU DIOUF** ET **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

PARCOURS

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE

1971

Naît à Nancy (France).

1996

Soutient une thèse en sciences du climat.

2015

Est élue co-présidente du groupe de travail n° 1 du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) pour un mandat de sept ans.

2018

Co-supervise le rapport du Giec sur le réchauffement climatique à 1,5 °C ; devient membre du Haut Conseil pour le climat placé auprès du Premier ministre.

AÏSSATOU DIOUF

1983

Naît à Thiès (Sénégal).

2012

Deviens responsable plaidoyer sur les changements climatiques à Enda Energie et co-coordinatrice du réseau Climat développement qui regroupe plus de 80 ONG francophones, principalement africaines, luttant contre les changements climatiques.

Cécile Leclerc-Laurent : En Haïti, un pêcheur m'a interpellée : « *N'est-ce pas possible de prendre des décisions mondialement pour lutter contre les changements climatiques ? Que fait le Nord, principal responsable des gaz à effet de serre (GES) ?* » Que lui répondez-vous ?

Valérie Masson-Delmotte : C'est une question large mais importante. Ce pêcheur a compris la cause du problème : les émissions de GES. Il s'agit d'ailleurs d'un frein à la lutte contre les changements climatiques, car cette cause est invisible contrairement, par exemple, à la pollution plastique qui se voit. Il y a eu dans le passé des objectifs fixés par les États – en particulier avec le Protocole de Kyoto – de baisse des émissions de GES des pays développés. Mais ils étaient modestes. Dans le cadre de l'Accord de Paris en 2015, chaque pays a mis sur la table ses promesses de baisse des GES à horizon 2025-2030. Si toutes ces promesses sont tenues, les émissions de GES n'augmenteront pas aussi vite que si l'on ne fait rien. Mais elles continueront tout de même à augmenter jusqu'en 2030, en raison de

l'effet cumulatif des émissions, ce qui implique un réchauffement important. Aujourd'hui, il faut l'action de tous les pays, à la fois des pays développés et des pays émergents.

C.L.-L. : Chaque pays établit lui-même sa feuille de route depuis la Cop 24 en 2015 : n'y a-t-il pas un risque de politique au rabais ?

V.M.-D. : Il y a une agglomération des données des pays qui est faite. On regarde où on en est, avec des mécanismes de révision tous les cinq ans. Dès 2020 il y aura une révision sur les échéances nationales, puis un inventaire global de l'Accord de Paris en 2023. On n'a pas écrit quel devrait être l'effort de tel



CHRISTOPHE HARDOUES / SCOF



▲ À Paris, Valérie Masson-Delmotte interviewée par Cécile Leclerc-Laurent et Aïssatou Diouf en ligne de Dakar.

ou tel pays, c'est à chaque pays de le dire. Il y a de fait différentes manières de voir l'équité : l'aspiration au développement, la responsabilité historique, la capacité d'action, le poids des importations et des exportations... Nombre de grilles d'analyse différentes existent pour savoir comment baisser au mieux les GES.

Aïssatou Diouf : Aujourd'hui, l'Afrique est le continent qui émet le moins de dioxyde de carbone. Pourtant, les impacts des changements climatiques sont très visibles partout sur le continent. Quels sont les outils mis à la disposition de l'Afrique pour lutter contre les changements climatiques et renforcer notre résilience ?

“
IL Y A UN DÉFICIT
D'INVESTISSEMENT
POUR L'ADAPTATION
DES PLUS PAUVRES.
”

V.M.-D. : Il faut tout d'abord que l'action climatique des pays développés qui ont une responsabilité soit plus ambitieuse en termes de trajectoire de baisse des GES. Il existe des programmes de coopération internationale pour appuyer les systèmes d'alerte précoce et mieux anticiper les risques. Et enfin des enjeux autour des financements promis pour accompagner

l'aide à l'adaptation et l'accès aux technologies pour produire l'énergie la plus propre possible.

C.L.-L. : Justement, lors de l'Accord de Paris, les pays développés s'étaient engagés à débloquer 100 milliards de financements par an pour les pays en voie de développement. Or ces financements n'ont pas été versés...

V.M.-D. : Je n'ai pas fait ce suivi-là dans le cadre de mes fonctions d'expert scientifique. Mais le rapport du Giec 2018 le montre : on constate clairement un déficit d'investissement pour l'adaptation des plus pauvres dans les régions les plus vulnérables. J'ai aussi cru »

COMPRENDRE



» comprendre qu'il y avait un déficit entre les engagements initiaux pris à Paris et ce qui s'est matérialisé dans le cadre du Fonds vert climat.

A.D. : Ce déficit de financement ne nous éloigne-t-il pas de l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C ? Comment avoir dès lors des politiques climatiques ambitieuses ?

V.M.-D. : Ces enjeux dépassent mon domaine d'expertise. La question est de savoir comment faire en sorte que les acteurs partout dans le monde s'approprient l'urgence à agir. Beaucoup ne comprennent pas à quel point l'évolution future du climat dépend des émissions de GES passées, présentes et futures. Il y a un effet cumulatif. Quand on tarde à agir, on s'expose à des conséquences à long terme face auxquelles on ne pourra pas revenir en arrière. Et cela, beaucoup de gens – y compris nos dirigeants – ne le comprennent pas. On n'a pas un thermostat pour le climat qui permette de faire demi-tour. Pourtant on constate encore cette illusion selon laquelle on va pouvoir faire face grâce au génie humain... Le rôle du Giec est d'apporter l'infor-

mation climatique à des régions du monde qui n'ont pas la force de frappe en terme de recherche scientifique. Il faut connaître la réalité du climat qui change. C'est là un enjeu très important de coopération, pour que le transfert de l'information appuie une prise de décision qui doit être juste.

C.L.-L. : Que pensez-vous des solutions préconisées par le Secours Catholique, à savoir l'agroécologie, une agriculture respectueuse de l'environnement, ainsi que la défense des droits à la terre de peuples qui vivent en harmonie avec la nature, et une transition vers des énergies renouvelables ?

V.M.-D. : Je pense qu'il est juste de ne pas considérer isolément l'action climatique. Il faut la mettre en parallèle avec la politique du développement, c'est-à-dire permettre à chacun de vivre dignement tout en protégeant la biodiversité. Dans le rapport du Giec de 2018, nous avons utilisé la grille des objectifs de développement durable pour regarder les différentes options d'action climat. Par exemple, la mise en place de systèmes alimentaires qui stockent du carbone dans les sols plutôt que de rejeter des GES,

fait partie des solutions qui ont des conséquences bénéfiques pour la nutrition, la santé, les écosystèmes et les conditions de vie des agriculteurs. Il faut explorer le potentiel réel des solutions basées sur la nature, et faire en sorte qu'elles soient mises en œuvre par des politiques publiques déterminées. Cela signifie que les politiques doivent revaloriser les produits locaux et le circuit court. Aujourd'hui, nos systèmes alimentaires émettent des GES et on a besoin d'une gestion des terres globale qui fasse l'inverse, autrement dit qui stocke du carbone. Il y a donc des options positives comme la préservation des milieux naturels qui stockent du carbone, notamment là où vivent les peuples autochtones. Mais il y a aussi des options très risquées : celles qui prennent sur les terres sans gagner en biodiversité. Par exemple, la reforestation au moyen de monocultures comme les plantations de forêts du genre Eucalyptus. Ou la production à grande échelle de biomasse pour l'énergie qui sera brûlée à la place des énergies fossiles. Ces solutions comportent des risques multiples par leur pression sur les terres, elles mettent en péril la préservation des écosystèmes comme les forêts primaires, et les droits des populations locales.

Quant aux énergies renouvelables, elles sont une chance d'avoir un accès à l'énergie dans des régions où il est difficile de mettre en place des infrastructures lourdes.

A.D. : Mais aujourd'hui, on remarque qu'en Afrique émergent un peu partout des projets de centrales à charbon. L'un des arguments des gouvernements est de pouvoir ainsi lutter contre la pauvreté. Comment trouver le juste milieu entre l'urgence climatique et l'urgence du développement ?

V.M.-D. : Le problème, aujourd'hui, c'est que les décisions sont prises en considérant seulement une partie des éléments en cause. Il faudrait mieux analyser les coûts et les bénéfices de chaque infrastructure. De nombreuses études montrent que le prix de revient de l'électricité produite par l'éolien offshore ou le photovoltaïque est plus bas que celui de l'électricité fournie par les centrales à charbon. De plus, la combustion du charbon pollue et rejette massivement des GES. Si ces projets devaient intégrer le captage et le stockage du CO₂, ainsi que la réduction des rejets polluants, cette technologie serait beaucoup plus chère.

Mais je comprends l'urgence du besoin d'accéder à des services de base comme l'énergie. Il manque le potentiel d'investisseurs qui s'intéresseraient à des communautés notamment rurales pour les accompagner.

A.D. : L'enjeu, il est vrai, est de mettre les communautés au cœur des projets dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Comment prendre en compte leurs avis ?

V.M.-D. : Il faut tirer parti des connaissances fines qu'ont les communautés sur le changement de leur environnement. Nous devons développer de nouvelles approches pour construire des projets d'énergies renouvelables qui ne seraient pas la propriété de grands

“
S'IL N'Y A PAS
PLUS D'AMBITIONS
QU'AUJOURD'HUI
APRÈS 2030, ON EST PARTI
POUR UN RÉCHAUFFEMENT
À 3 °C OU PLUS
À LA FIN DU SIÈCLE.
”

groupes, mais celle des communautés. Avec les changements à venir, pour que ce soit juste, il faut un processus délibératif et des réflexions menées à l'échelle des populations pour que tous y contribuent. Les communautés locales doivent s'approprier les politiques d'adaptation. Il est nécessaire de faire en sorte que les besoins qui existent remontent et soient formulés de manière pertinente pour que les communautés puissent bé-

néficier de financements d'aide à l'adaptation. Je ne crois pas à une action pour le climat qui viendrait seulement des gouvernements, mais plutôt à l'émergence d'un ensemble de solutions portées par les territoires et les communautés.

C.L.-L. : Finalement, n'est-il pas trop tard pour limiter le réchauffement à 1,5 °C et éviter à des millions de personnes de tomber dans la pauvreté ?

V.M.-D. : Si on n'agit pas vite et fort, on atteindra ce 1,5 °C entre 2030 et 2050 – et même avant, si on émet toujours plus de GES dans le monde. S'il n'y a pas plus d'ambitions qu'aujourd'hui après 2030, on est parti pour un réchauffement à 3 °C ou plus à la fin du siècle. Il faut donc plus d'ambitions et plus d'efficacité concrète à court terme. Il faut que les émissions mondiales de GES baissent le plus vite possible. Chaque année qui passe, le cumul des émissions monte et notre marge de manœuvre se réduit. Plus le climat va changer, plus les populations – d'abord les plus vulnérables puis tout le monde – seront menacées. Et on risque donc de recourir à des solutions ultimes risquées pour l'équilibre de la planète comme évoqué plus haut. D'un autre côté, il y a aussi des risques associés à l'action forte à mener pour faire baisser les GES. Cette question est cruciale pour des pays dont l'activité produit des GES, mais aussi pour les populations fragiles des pays émergents et riches si les stratégies pour diminuer ces gaz ne sont pas justes et pèsent d'une manière disproportionnée sur les plus précaires. Cette lutte contre les changements climatiques est sans précédent. Et l'attention portée aux plus fragiles est essentielle. ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCOF

ICI ET LÀ-BAS

FRANCE : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, VECTEURS DE FRACTURE SOCIALE

En France aussi, les dérèglements climatiques non seulement frappent les plus pauvres, mais encore accroissent les inégalités entre ceux qui sont capables de s'adapter et ceux qui ne le peuvent pas. Comment mettre fin à cette double injustice sociale et climatique ?

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

Christian¹ et sa femme ont tout perdu lors des inondations survenues dans l'Aude en octobre 2018 : la maison construite avec leurs économies, le mobilier, leur énergie. « Avec 1 200 euros de revenus mensuels à nous deux, c'est difficile de se reconstruire. Du coup, on se prive : pas de dessert, pas de vacances, pas de déplacements », dit Christian. « Nombre de personnes sur le fil tombent dans la précarité après des inondations », explique Anne Greff, bénévole aux Urgences

France du Secours Catholique. « Et je remarque que notre nombre d'interventions augmente : les pluies tombent plus fortement depuis quelques années et la terre n'absorbe plus. »

Fortes pluies, tempêtes, sécheresses, canicules : « Le Nord n'est pas moins concerné que le Sud », estime Frédéric Durand, géographe. Les nappes phréatiques se renouvelant moins bien, la France est aussi touchée par une baisse des rendements agricoles qui devrait être de 10 % d'ici quelques décennies. Là aussi ce sont les

AVIS D'ACTEUR

JEAN MERCKAERT, DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER FRANCE AU SECOURS CATHOLIQUE

LES PLUS PAUVRES, "SENTINELLES DU CLIMAT"



Certes, les effets des changements climatiques sont plus visibles dans les pays du Sud, mais l'effet cumulatif des gaz à effet

de serre (GES) nous conduira aussi à des températures allant jusqu'à 55° dans l'Est de la France en 2100. Chez nous aussi, les premiers frappés en cas de canicule sont les plus vulnérables, par exemple les personnes à la rue, les personnes âgées ou les détenus. Les plus pauvres jouent le rôle de "sentinelles du climat", pour reprendre les

mots de l'économiste Éloi Laurent. On le voit au Secours Catholique : les gens viennent nous voir car ils n'arrivent pas à se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir correctement. Or le transport, le logement et la filière agroalimentaire sont les trois secteurs les plus émetteurs de GES en France. Il faut donc que la transition écologique se fasse avec les plus pauvres, et non pas contre eux. On devra bien sûr rénover les passoires thermiques, mais aussi concevoir une mobilité et une alimentation à la fois accessibles à tous et respectueuses de l'environnement. Ce qui s'invente dans les

pays du Sud avec l'agroécologie et le raccourcissement des chaînes du producteur au consommateur, est une forte source d'inspiration. Nos gouvernants sont tentés de prendre l'excuse de la pauvreté pour remettre la transition écologique à plus tard. Mais les débats menés au Secours Catholique dans le cadre du grand débat national le montrent : les plus pauvres ont une conscience aiguë de l'urgence écologique. Là aussi, les pays du Sud peuvent nous inspirer : il convient d'apporter des réponses au plus près des territoires en faisant confiance aux acteurs locaux. ■

petits agriculteurs, disposant de faibles ressources, qui sont les plus menacés. « *Les personnes les plus précaires sont plus exposées aux changements climatiques. Leur vulnérabilité socio-économique se cumule avec une vulnérabilité aux risques climatiques* », analyse Agnès Michelot, maître de conférences en droit public à l'université de La Rochelle et co-rapporteur d'un avis de 2016 du CESE² « *Justice climatique : enjeux et perspectives pour la France* ». De fait, qui habite dans des zones inondables donc moins chères ? Qui loge près des autoroutes et inhale des particules fines ? Qui vit dans des banlieues bétonnées et peu végétalisées, des zones qui sont de véritables « îlots de chaleur urbains » en cas de fortes températures ? Et cela risque d'empirer quand on sait qu'un été sur deux sera caniculaire en 2050. Lors de la canicule de 2003, la Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus pauvres de France, a été le deuxième département le plus touché en termes de surmortalité. « *La pauvreté augmente les risques de décès liés à la chaleur et au froid* », selon l'Institut national de veille sanitaire. Les plus précaires n'ont pas les mêmes capacités d'adaptation aux changements climatiques que les plus aisés. Un SDF n'a par exemple pas d'endroit pour s'abriter en cas de canicule. Et une personne âgée en zone reculée n'aura peut-être pas accès aux soins.

Une taxation écologique juste socialement

C'est pourquoi le réseau Action climat, auquel appartient le Secours Catholique, appelle à la mise en place d'une nouvelle fiscalité carbone et énergétique plus juste. Au-delà des ménages, elle taxerait aussi les plus pollueurs, notamment avec une taxe sur les billets d'avion. Et ses recettes seraient redistribuées aux plus pauvres et investies dans la transition écologique (rénovation des passoires énergétiques, aide au changement de véhicule des ménages, relance du transport ferroviaire...). « *Les politiques climatiques doivent intégrer les politiques de lutte contre la pauvreté* », conclut aussi Agnès Michelot. « *Il faut protéger les plus vulnérables face au climat. Sinon on va vers la fracture sociale.* » Avec le risque de laisser les changements climatiques créer de nouvelles poches de pauvreté – même dans les pays les plus riches. ■

1. Pseudonyme.

2. Conseil économique, social et environnemental.

COMPRENDRE



DES OUTILS POUR COMPRENDRE



À LIRE



• « Soutenir la transition agroécologique » :

le dernier rapport du Secours Catholique sur l'agroécologie avec des recommandations en termes de politiques publiques
bit.ly/SoutenirLaTransitionAgroecologique.

• « L'agroécologie peut nous sauver »

de Marc Dufumier et Olivier Le Naire, coll. Domaine du possible, Actes Sud.

• « Quelle base scientifique pour la justice climatique ? »

par Henri Waisman, dans la revue *Énergie-Environnement-Infrastructures*, mars 2019, n° 5 – bit.ly/BaseScientifiqueSC

• Le dernier rapport du Giec sur le réchauffement climatique

à 1,5 °C (en anglais) : bit.ly/RapportGiecSC
Traduction « citoyenne » sur Wikipedia du rapport (en français) : bit.ly/RapportFrançais

• L'avis du CESE « Justice climatique : enjeux et perspectives pour la France »

par Agnès Michelot et Jean Jouzel
bit.ly/EnjeuxPerspectives

• Les migrants climatiques : visages humains d'un dérèglement planétaire

Rapport de la Banque mondiale
bit.ly/RapportBanqueMondiale



• Le dernier rapport de la FAO sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde : « Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition »
bit.ly/RapportFao



À LIRE SUR LE WEB



Le JIEC, Journalistes d'investigation sur l'écologie et le climat, un blog qui regroupe des articles sur les changements climatiques notamment en France, avec entre autres contributeurs notre partenaire la revue *Projet* : jiec.fr